Madame, Monsieur,

Vous avez exprimé le souhait d’être inscrit sur la liste des experts judiciaires de la Cour d’appel de LYON.

J’appelle votre attention sur le fait que l’expert judiciaire, en tant que tel, n’est en aucune manière une profession. L’expert judiciaire est un partenaire de la Justice.

En demandant à être inscrit sur la liste de la Cour d’appel, vous acceptez seulement de consacrer une partie de votre temps au service de la justice et de lui apporter votre concours, vos connaissances techniques, votre expérience professionnelle en exécutant telle mission qui peut vous être confiée par une juridiction.

Par ailleurs, je vous rappelle que vous ne pouvez candidater qu’auprès d’une seule cour d’appel (Décret n° 2023-468 du 16 juin 2023 relatif à l'expertise devant les juridictions administratives et judiciaires) et être inscrit que sur une seule liste de cour d’appel.

C’est en fonction des besoins exprimés par les juridictions du ressort que l’assemblée générale de la cour apprécie les mérites des candidatures en veillant à ne retenir que celles déposées par d’excellents professionnels présentant, par ailleurs, des garanties de moralité, d’impartialité, d’indépendance et de disponibilité.

**Les candidats doivent par ailleurs obligatoirement justifier d’une formation à l’expertise** (Décret n° 2023-468 du 16 juin 2023 relatif à l'expertise devant les juridictions administratives et judiciaires).

Vous trouverez, ci-dessous :

* la trame de candidature
* la liste des pièces à joindre
* la nouvelle nomenclature telle qu’elle résulte de l’arrêté du 05 décembre 2022 et dans laquelle vous devez obligatoirement choisir, sans en modifier l’intitulé ni le code, la ou les spécialités dans lesquelles vous demandez votre inscription.

En application de l’article 8 du décret n°2004-1463 du 23 décembre 2004 relatif aux experts judiciaires, l’assemblée générale des magistrats du siège de la cour d’appel dresse la liste des experts **au cours de la première quinzaine du mois de novembre**. Par conséquent les décisions relatives à l’inscription des experts sur la liste de la cour d’appel de LYON seront notifiées par courrier entre la deuxième quinzaine du mois de décembre et la fin du mois de janvier.

1. CONSTITUTION DU DOSSIER

Vous ne devez constituer qu’un seul dossier de candidature même si vous postulez dans plusieurs langues.

Vous trouverez, ci-dessous, la trame du dossier de candidature à l’inscription initiale qui doit être scrupuleusement respectée. Dans le dossier, seule **le formulaire de candidature devra être fourni en deux exemplaires, pour pouvoir être envoyé à la compagnie des experts de Justice, dont l’avis est requis par les textes.**

Outre toutes les pages qui devront être très soigneusement renseignées et la dernière page qui comporte une déclaration sur l’honneur qui devra être obligatoirement signée, vous voudrez bien établir, pour chacune des rubriques (1 à 12), une chemise dans laquelle vous verserez les justificatifs demandés (préciser sur la cote de cette chemise le numéro et le titre de la rubrique concernés).

**Important** : les pages 12 et 13 de la trame devront être reproduites, par vos soins autant de fois qu’il y a de langues demandées, et chaque page sera numérotée par vous en bas : page 12 , page 12-1, page 12-2, page 13-1, 13-2 etc.De plus une copie de chacune de ces pages sera faite pour figurer dans la chemise 10.

Vous classerez ces chemises cotées en respectant l’ordre chronologique du dossier.

Vous trouverez, dans le document “liste des pièces à joindre”, un rappel des pièces qui doivent être obligatoirement jointes à votre dossier. La dernière colonne de cette liste vous permettra de cocher afin de vérifier la présence de chaque pièce jointe.

**Nous appelons votre attention sur le fait que la responsabilité de la constitution du dossier vous incombe et que les services des experts des différents parquets du ressort de la Cour d’appel n’ont pas vocation à intervenir pour réclamer les pièces manquantes.**

II. ENVOI OU DÉPÔT DU DOSSIER

Ce dossier de candidature devra être adressé par lettre recommandée avec accusé de réception ou déposé contre récépissé, **à partir du mois de novembre et** **avant le 1er mars** de chaque année, **soit au plus tard le dernier jour de février** (le cachet de la poste faisant foi), au Procureur de la République près le tribunal judiciaire dans le ressort duquel vous exercez votre activité professionnelle principale, ou, à défaut d’adresse professionnelle, de votre domicile,

La rubrique Traduction n’étant pas soumise à l’obligation d’exercice professionnel ou de résidence dans le ressort de la cour d’appel de Lyon, les candidatures extérieures au ressort devront être adressées au tribunal judiciaire de Lyon (*cf art 6 du décret du 23 décembre 2004*).

Vous trouverez, ci-dessous mentionnées, les adresses des différents parquets du ressort.

Votre enveloppe devra être libellée de la façon suivante :

Madame / Monsieur le Procureur de la République

Service des Experts

Tribunal judiciaire de ....

Tribunal judiciaire de LYON - 67 Rue Servient, 69003 Lyon,

Tribunal judiciaire de VILLEFRANCHE SUR SAONE - 350 Boulevard Gambetta, 69400 Villefranche-sur-Saône,

Tribunal judiciaire de SAINT-ETIENNE - Place du Palais de Justice, 42000 Saint-Étienne,

Tribunal judiciaire de ROANNE - 5 Place Georges Clemenceau, 42328 Roanne,

Tribunal judiciaire de BOURG EN BRESSE – Service civil du parquet -32 Avenue Alsace Lorraine, 01000 Bourg-en-Bresse

Les dossiers qui ne viseront pas une des langues de la nomenclature ou qui ne seront pas envoyés avant le 1e mars de chaque année (le cachet de la poste faisant foi) ne seront pas instruits et ne seront pas soumis à l’appréciation de l’Assemblée Générale de la Cour d’appel (quel qu’en soit le motif, aucune dérogation ne pourra être accordée).

LE MAGISTRAT CHARGÉ DU SERVICE DES EXPERTS

Jean-Daniel RÉGNAULD

Avocat général

COUR D’APPEL DE LYON

|  |  |
| --- | --- |
| * Inscription initiale
* Renouvellement de candidature

Années des précédentes demande : …………………………..* Transfert d’inscription depuis la cour d’appel de ……………..
* Extension d’inscription
 | Photo |
| **Dossier de candidature aux fonctions d’expert de judiciaire près la cour d’appel de Lyon****à renvoyer impérativement** au **procureur de la République du tribunal judiciaire de votre lieu de résidence ou d’exercice professionnel** **avant le 1er mars****-**domaine en langue étrangère - **à cocher**-**:** interprète H1 traducteur H2  |

Loi du 29 juin 1971 relative aux experts judiciaires modifiée

décret du 23 décembre 2004 modifié

|  |
| --- |
| Indiquer le code ET le libellé de(s) la langue(s) demandées **en se référant à la nouvelle nomenclature de décembre 2022** |
| H-01 | H-02 |  | H-01 | H-02 |
| H-01 | H-02 | H-01 | H-02 |
| H-01 | H-02 | H-01 | H-02 |
| H-01 | H-02 | H-01 | H-02 |

1. **Coordonnées personnelles**

**Nom de naissance Prénom**

**Nom d’usage:**

***Préciser le nom sous lequel vous souhaitez figurer dans l’annuaire:***

**Date de naissance : et lieu de naissance :**

**Département : Pays :**

**Nationalité(s): 1 2 3**

**Titre de séjour à joindre : N° Date d’expiration**

**(En cours de validité ou de prorogation)**

**Personne vivant maritalement (mariage, Pacs, concubinage, etc...) avec vous**

**Nom de naissance Prénom**

**Nom d’usage:**

**Date de naissance : Lieu de naissance:**

Profession:

*(Joindre copies du livret de famille, de votre carte nationale d’identité ou passeport et, le cas échéant, titre de séjour).*

1. **ADRESSES DU CANDIDAT**

**2.A.** Domicile personnel (représentant légal pour les personnes morales)

n° de tél :

adresse e-mail **(OBLIGATOIRE)**:

numéro URSSAF:

**2.B.** Lieu d’exercice de l’activité professionnelle principale (Préciser le nom de l’entreprise si elle figure sur la boîte à lettres) ***joindre un justificatif***

n° de tél :

n° fax:

n° portable:

adresse e-mail **(OBLIGATOIRE)**:

**Par défaut, l’adresse de correspondance et figurant sur la liste des experts judiciaires de la cour d’appel de Lyon sera l’adresse professionnelle. Si vous souhaitez qu’une autre adresse figure sur la liste il vous appartient d’en faire la demande expresse.**

**Ces coordonnées ont également vocation à être communiquées à la compagnie des Experts de Justice de Lyon.**

1. **INSCRIPTION COMME EXPERT JUDICIAIRE**

**- Article 5 du décret du 23 décembre 2004 *:***

***“Aucune personne physique ou morale ne peut déposer une demande d'inscription auprès de plusieurs cours d'appel dans le cadre des procédures d'inscription ouvertes au titre d'une même année.***

***Aucune personne physique ou morale ne peut être inscrite sur plusieurs listes de cour d’appel”***

**3.A. ANTÉRIEUREMENT AVEZ-VOUS DÉJÀ ÉTÉ INSCRIT COMME EXPERT JUDICIAIRE:**

O NON

O OUI

Si oui précisez :

la date et la durée d’inscription :

la cour d’appel concernée :

la/les langue(s) dans la/lesquelles vous étiez inscrit(e) :

la date du retrait ou de la radiation ou de la non réinscription (joindre la copie de la décision de retrait ou de radiation ou de non réinscription) :

**3.B ACTUELLEMENT ÊTES-VOUS DÉJÀ INSCRIT DANS UNE AUTRE COUR D’APPEL?**

O NON

O OUI

Si oui précisez :

la Cour d’appel concernée :

la date d’inscription :

la/les langue(s) dans la/lesquelles vous êtes inscrit(e):

La date de retrait éventuelle

**3.C. AVEZ VOUS DÉPOSÉ CETTE ANNÉE UN DOSSIER D’INSCRIPTION OU DE RÉINSCRIPTION DANS UNE AUTRE COUR D’APPEL**

O NON

O OUI

Si oui laquelle:

1. **Niveau de français**

Pour les personnes de nationalité étrangère, un justificatif du niveau de français est demandé afin d’évaluer leurs connaissances en français et leur capacité à s’exprimer dans cette langue de façon orale et écrite :

* Un diplôme d’étude en langue française (DELF B1 minimum) ou diplôme approfondi de la langue française (DALF)
* Un diplôme d’étude français (BAC, Licence, Maitrise, Master)
* A défaut, un test de connaissance en français (TCF) complet (épreuves obligatoires et complémentaires).

*Vous trouverez les adresses des centres de passage pour toute la France à l’adresse Internet suivante :* [*https://www.ciep.fr/tcf-tout-public/coordonnees-centres-passation*](https://www.ciep.fr/tcf-tout-public/coordonnees-centres-passation)

1. **Cursus scolaire, universitaire et professionnel**

**5.A) Diplômes secondaires et universitaires et leur traduction en français pour les diplômes délivrés à l’étranger :**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| ANNÉE | INTITULÉ DU DIPLÔME | AUTORITÉ DEDÉLIVRANCE (PAYS) |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

**5.B) Diplômes ou certificats professionnels et leur traduction en français pour les diplômes délivrés à l’étranger:**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| ANNÉE | INTITULÉ DU DIPLÔME OU DU CERTIFICAT PROFESSIONNEL | AUTORITÉ DEDÉLIVRANCE (PAYS) |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

**5.C) Autres certificats ou titres français ou étrangers, ainsi que toutes les qualifications ou toutes expériences professionnelles acquises dans un Etat membre de l’Union Européenne autre que la France et leur traduction en français pour les diplômes et autres délivrés à l’étranger :**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| ANNÉE | INTITULÉ DU CERTIFICAT OU DE L’EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE | AUTORITÉ DEDÉLIVRANCE (PAYS) |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

**5.D) Distinctions honorifiques ou professionnelles :**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| ANNÉE | INTITULÉ DE LA DISTINCTION | AUTORITÉ DE DÉLIVRANCE | (PAYS) |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

**5.E) AUTRES ACTIVITÉS EXERCÉES PAR LE CANDIDAT, LES DÉCRIRE**

(Enseignement, activités de formation, mandat associatif, autres, ...) :

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

**5.F) LISTE DES PUBLICATION ET TRAVAUX EFFECTUÉS PAR LE CANDIDAT**

……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

*Joindre les exemplaires les plus significatifs*

1. **Exercices professionnels successifs :**

**Merci de remplir le tableau ci-dessous en suivant les indications suivantes :**

**6A) Profession à la date de la demande en haut du tableau**:

Précisez l’identité et l’adresse de vos employeurs (qui peut-être vous-même) successifs depuis le début de votre activité professionnelle: Pour un ou des employeurs (préciser le nom, l’adresse et la date d’embauche)

Pour un exercice privé ou libéral précisez les modalités (salarié, commerçant, éventuellement forme de la société civile ou commerciale).

*Joindre les bilans comptables des 3 derniers exercices*

**6B)** **pour le statut de l’autoentrepreneur** (loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l’Economie).

***Joindre un justificatif*** *de la qualité d’autoentrepreneur et les 3 dernières déclarations fiscales.*

**6C) Pour les fonctionnaires,** les agents non titulaires de droit public et les ouvriers des établissements industriels de l’Etat, joindre l’autorisation de cumul d’une activité accessoire (expertises) délivrée par l’autorité dont vous relevez. Pour obtenir cette autorisation, vous devrez avoir fait une demande écrite à l’autorité compétente. En l’absence de décision expresse écrite contraire dans le délai de réponse d’un mois, vous êtes réputé autorisé à exercer l’activité accessoire.

Dans ce cas, vous joindrez copie de votre demande (décret n°2017-105 du 27 janvier 217 relatif à l’exercice d’activités privées par des agents publics et certains agents contractuels, loi 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires).

**Profession à la date de la demande en haut du tableau**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **DATES DE DEBUT ET DE FIN** | **profession / fonction** | **ADRESSE DE L’EMPLOYEUR** | FONCTIONNAIRE | SALARIE | INDEPENDANT |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

1. **Intérêt manifesté pour la collaboration avec le service public de la justice :**

***Voir la lettre de motivation obligatoirement manuscrite de façon lisible.***

1. **FORMATION ET EXPÉRIENCE EXPERTALE**

**8A.) Formation à l’expertise** *(sauf en cas de demande d’extension d’inscription)*

Titre de la formation : …………………………………………………………………………………………

Organisme ayant dispensé la formation : …………………………………………………………………….

Nombre d’heures de la formation : ……………………………………………………………………………

**8B.) Activité pour l’ordre judiciaire**

Nombre d’expertises effectuées à la demande d’une juridiction :

*Bien vouloir préciser la nature de la juridiction et joindre la liste des affaires en indiquant la date de la mission, le numéro d’identification de la procédure (répertoire civil ou numéro du parquet) et les raisons d’une éventuelle prorogation*

**8B.) Etes-vous inscrit sur la liste CESEDA**

**O Non**

**O Oui Depuis quand?**

**Nombre et nature des missions exercées**

1. **Etat des moyens de télécommunication et installation dont vous disposerez pour EXERCER LES MISSIONS D’EXPERTISE DANS LA LANGUE SOLLICITÉE :**

Véhicule(s) : O oui O non

Téléphone(s) fixe(s) : O oui O non

Téléphone(s) mobile(s) : O oui O non

Ordinateur(s) O oui O non

Logiciel(s) spécifique(s) O oui O non

Si oui, lesquels :

Autres :

**Précisez le nombre d’heures hebdomadaire**s **que vous pourrez réserver à des activités d’expertises :**

1. **Langue(S) DANS (LA) OU LESQUELLES L’INSCRIPTION EST DEMANDÉE**

**Merci de remplir, pour chaque langue, le formulaire ci-dessous en autant d’exemplaire que de spécialités sollicitées.**

***SE RÉFÉRER OBLIGATOIREMENT À LA NOMENCLATURE JOINTE EN PRÉCISANT IMPÉRATIVEMENT LE CODE INFORMATIQUE ET LE LIBELE***

conformément à la nomenclature suivante, qui se divise en branches (ex. : H), rubriques (ex. : H-01), spécialités (ex : H-01.01) et langues (ex. : H-01.01.01) :

**H- INTERPRETARIAT - TRADUCTION**

**H-01 Interprétariat**

**H-01.01 Langues africaines**

**H-01.01.01 Adja (Bénin, Togo)**

Veuillez préciser pour chaque langue expertale sollicitée les diplômes, certificats qualification expérience professionnelle, et/ou la profession ou la fonction que vous avez exercez qui vous qualifie spécialement, ainsi qu’éventuellement le nombre d’expertises (judiciaire, privée, etc.) que vous avez déjà faites.

**A FAIRE EN AUTANT D’EXEMPLAIRES QUE DE LANGUES SOLLICITÉES**

|  |  |
| --- | --- |
| Nom : | Prénom : |
|  |
| Branche: **H - INTERPRETARIAT-TRADUCTION** | rubrique : **H-01 INTERPRETARIAT** |
| Spécialité : **H-01**. | Langue : **H-01.** |

 **(Interprétariat)**

Rappel : Veuillez préciser pour cette langue expertale sollicitée les diplômes, certificats qualification expérience professionnelle, et/ou la profession ou la fonction que vous avez exercée qui vous qualifie spécialement, ainsi qu’éventuellement le nombre d’expertises (judiciaire, privée, pour une assurance etc. ) que vous avez déjà faites.

10 A) Diplôme(s), certificat(s), qualification(s), expérience(s)

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

10 B) Profession(s), fonction (s)

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

10 C) nombre d’interprétariat déjà réalisées dans cette langue :

Pour la justice : …………………… (Rapports joints O oui O non)

Pour une assurance : ……………… (Rapports joints O oui O non)

A titre privé : ……………………… (Rapports joints O oui O non)

Commentaires (si cela vous paraît utile)

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………………………………………

|  |
| --- |
| Réservé aux avis des autorités judiciaires |
| president.e | O défavorable | O réservé | O Favorable |  | PROCUREUR.E | O défavorable | O réservé | O Favorable |
|  |  |  |
| 1er president.e | O défavorable | O réservé | O Favorable |  | PROCUREUR.E GENERALE | O défavorable | O réservé | O Favorable |
|  |  |  |
| Décision de l’assemblée générale |  | 0 Favorable | O Défavorable |  |

**A FAIRE EN AUTANT D’EXEMPLAIRES QUE DE LANGUES SOLLICITÉES**

 **(Traduction)**

|  |  |
| --- | --- |
| Nom : | Prénom : |
|  |
| Branche: **H- INTERPRETARIAT-TRADUCTION** | rubrique : **H-02 TRADUCTION** |
| Spécialité : **H-02.** | Langue : **H-02.** |

Rappel : Veuillez préciser pour cette langue expertale sollicitée les diplômes, certificats qualification expérience professionnelle, et/ou la profession ou la fonction que vous avez exercez qui vous qualifie spécialement, ainsi qu’éventuellement le nombre d’expertises (judiciaire, privé, pour une assurance etc. ) que vous avez déjà faites.

10 A) DIPLÔME(S), CERTIFICAT(S), QUALIFICATION(S), EXPÉRIENCE(S)

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

10 B) PROFESSION(S), FONCTION (S)

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

10 C) nombre de traductions déjà réalisées dans cette langue :

Pour la justice : …………………… (Rapports joints O oui O non)

Pour une assurance : ……………… (Rapports joints O oui O non)

A titre privé : ……………………… (Rapports joints O oui O non)

Commentaires (si cela vous paraît utile) :

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

|  |
| --- |
| Réservé aux avis des autorités judiciaires |
| PRESIDENT.E | O défavorable | O réservé | O Favorable |  | PROCUREUR.E | O défavorable | O réservé | O Favorable |
|  |  |  |
| 1er PRESIDENT.E | O défavorable | O réservé | O Favorable |  | PROCUREUR.E GENERAL.E | O défavorable | O réservé | O Favorable |
|  |  |  |
| Décision de l’assemblée générale |  | 0 Favorable |  O Défavorable |  |

1. **Attestations par les tiers :**

Joindre les attestations de personnes *(3 au maximum)* apportant une appréciation éclairée sur vos qualités professionnelles, morales et humaines en y joignant une copie de la carte d’identité celles-ci :

1. **Exercez-vous des fonctions auprès d’un conseil des prud’hommes ou d’un tribunal de COMMERCE, OU D’ASSÉSSEUR AU PÔLE SOCIAL?**

O NON

□ OUI

Dans l’affirmative, lesquelles :

**Je soussigné(e)**

**Affirme le caractère sincère des renseignements fournis**

Fait à Le

Signature :

1. **DÉCLARATION SUR L’HONNEUR :**

Je soussigné(e)

déclare sur l’honneur

1. Ne pas avoir été l’auteur de faits ayant donné lieu à une condamnation pénale pour agissements contraires à l’honneur, à la probité et aux bonnes mœurs, ou être actuellement soupçonné de tels faits,
2. Ne pas avoir été l’auteur de faits de même nature ayant donné lieu à sanction disciplinaire ou administrative
3. Ne pas avoir été frappé(e) de faillite personnelle ou autre sanction prononcée par une juridiction commerciale
4. Ne pas être déjà inscrit(e) sur la liste d’une autre cour d’appel
5. Que personne sous mon toit ou dans mon entourage immédiat (conjoint ou assimilé, enfants, parents...) n’a été l’auteur de faits ayant donné lieu à une condamnation pénale pour des agissements contraires à l’honneur, à la probité et aux bonnes mœurs, ou est actuellement soupçonnée de tels faits.

Fait à Le

Signature :

Je m’engage à porter sans délais à la connaissance de la cour d’appel de Lyon toute situation nouvelle pouvant modifier une ou plusieurs réponses au présent questionnaire ou affecter la présente déclaration sur l’honneur.

Fait à Le

Signature :

**LISTES DES PIÈCES A PRODUIRE PERSONNES PHYSIQUES**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **chemise** | **PIÈCES** | **X** |
| **1** | Formulaire de candidature **en double exemplaire**(pagel à 14, y compris pages 12, page 12-1, page 12-2, page 12-3 etc. page 13, page 13-1.. |  |
| **1** | 2 Photographies d’identité avec votre nom au dos |  |
| **1** | Photocopie de la CNI ou du passeport |  |
| **1** | Le cas échéant, photocopie du titre de séjour en cours de validitétransmettre au service des experts judiciaires de la cour d’appel de Lyon les prorogations ou les nouveaux titres de séjour obtenus pendant l’instruction du dossier. |  |
| **2A** | Justificatif du lieu de domicile |  |
| **2 A** | Le cas échéant, la déclaration d’affiliation à l’URSSAF |  |
| **2B** | Justificatif du lieu d’exercice professionnel |  |
| **3A** | Eventuellement justificatif de votre inscription antérieure |  |
| **4** | Le cas échéant, copie du diplôme justificatif du niveau de français (DELF/DALF, TCF, BAC, Licence…) |  |
| **5A** | Photocopie des diplômes et titres universitaires obtenus |  |
| **5A** | Traduction des diplômes et titres universitaires s’ils ont été délivrés par des institutions étrangères |  |
| **5B** | Photocopie des diplômes ou certificats professionnels obtenus |  |
| **5B** | Traduction des diplômes ou certificats professionnels s’ils ont été délivrés par des institutions étrangères |  |
| **5C** | Photocopie des autres certificats obtenus |  |
| **5C** | Traduction des autres certificats s’ils ont été délivrés par des institutions étrangères |  |
| **5D** | Photocopie des distinctions honorifiques ou professionnelles |  |
| **5D** | Traduction des distinctions honorifiques ou professionnelles |  |
| **5E** | Photocopie des justificatifs des autres activités |  |
| **5E** | Traduction des justificatifs des autres activités, s’ils ont été délivrés par des institutions étrangères |  |
| **5F** | Copie de quelques publications et travaux effectués |  |
| **6A** | K BIS et numéro d’inscription Siret si vous êtes le chef d’entreprise de la société |  |
| **6A** | Copie des bilans comptables des 3 derniers exercices |  |
| **6B** | Justificatifs de l’option pour le statut de l’autoentrepreneur (loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l’Economie) |  |
| **6B** | Copie des 3 dernières déclarations fiscales |  |
| **6C** | Pour les salariés : attestation de l’employeur autorisant le candidat à effectuer les éventuelles expertises pendant son temps de travail |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **6C** | Pour toute profession relevant d’un ordre professionnel joindre l’attestation d’inscription |  |
| **6C** | Pour les fonctionnaires, les agents non titulaires de droit public et les ouvriers des établissements industriels de l’Etat, le décret n°2007-658 du 2 mai 2007 prévoit que le cumul d’une activité accessoire (expertises) avec une activité principale est subordonnée à la délivrance d’une autorisation par l’autorité dont relève l’intéressé.Pour obtenir cette autorisation, une demande écrite doit être faite à l’autorité compétente. En l’absence de décision expresse écrite contraire dans le délai de réponse d’un mois, l’intéressé est réputé autorisé à exercer l’activité accessoire.Dans ce cas, l’intéressé joint la copie de sa demande.(Décret n°2017-105 du 27 janvier 2017 relatif à l’exercice d’activités privées par des agents publics et certains agents contractuels + loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires) |  |
| **7** | **Lettre de motivation manuscrite, lisible et signée** |  |
| **8A** | Justificatif de la formation à l’expertise |  |
| **8B** | Un relevé des missions ‘interprétariat et/ou traduction déjà effectuées en précisant la juridiction qui vous a désigné, la date de la décision, le nom des parties en cause, si possible, la date de dépôt du rapport et joindre des exemplaires de rapport d’expertise au choix. |  |
| **8C** | Justificatif de l’inscription sur la liste CESEDA et un relevé des missions ‘interprétariat et/ou traduction déjà effectuées |  |
| **10** | Copie de tous les exemplaires des langues page 12 et/ou 13, page 12-1, page 12-2,... page 13-1 etc. |  |
| **11** | Attestation des tiers |  |
| **12** | Attestation des présidents du TC ou du CPH  |  |
| **13** | Déclaration sur l’honneur en original signé en bleu |  |

**Je vous remercie de fournir des photocopies de très bonnes qualités,**

**en particulier pour les diplômes**

**NOMENCLATURE**

***Arrêté du 05 décembre 2022 relatif à la nomenclature prévue à l'article 1er du décret n° 2004-1463 du 23 décembre 2004***

**Article 1**

Les listes d'experts prévues à l'article 1er du décret du 23 décembre 2004 susvisé sont dressées par les cours d'appel et par la Cour de cassation conformément à la nomenclature suivante, qui se divise en branches (ex. : A), rubriques (ex. : A.1) et spécialités (ex. : A.1.1) :

**H.1. Interprétariat (oral) par zones linguistiques.**

**H.1.1. Langues africaines.**

H.1.1.1. Adja (Bénin, Togo).

H.1.1.2. Bambara (Burkina-Faso, Guinée, Mali, Sénégal).

H.1.1.3. Bassari (Guinée, Sénégal).

H.1.1.4. Berbère.

H.1.1.5. Comorien.

H.1.1.6. Diola-kasa (Guinée, Sénégal).

H.1.1.7. Fon (Bénin, Nigéria, Togo).

H.1.1.8. Gungbe (Bénin, Nigéria).

H.1.1.9. Haoussa (Cameroun, Gabon, Ghana, Niger, Nigéria, Soudan, Togo).

H.1.1.10. Igbo (Nigéria).

H.1.1.11. Kabyle.

H.1.1.12. Kinyarwanda (Ouganda, Rwanda, Tanzanie).

H.1.1.13. Kirundi (Burundi, République démocratique du Congo, Rwanda, Tanzanie).

H.1.1.14. Malgache.

H.1.1.15. Peul (Burkina Faso, Cameroun, Ghana, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger,

 Nigéria, Mali, Sénégal, Sierra Leone, Tchad).

H.1.1.16. Sango (République centrafricaine, République démocratique du Congo).

H.1.1.17. Swahili/Souhaélie (Kenya, Ouganda, Tanzanie).

H.1.1.18. Tigrigna (Erythrée, Ethiopie, Etat régional du Tigré).

H.1.1.19. Yorouba (Bénin, Nigéria, Togo).

**H.1.2. Langues anglaises - anglo-saxonnes - celtes.**

H.1.2.1. Anglais.

H.1.2.2. Ecossais.

H.1.2.3. Irlandais.

**H.1.3. Langues arabes et judéo-araméennes.**

H.1.3.1. Amharique (Ethiopie, Erythrée, Soudan).

H.1.3.2. Arabe.

H.1.3.3. Hébreu.

H.1.3.4. Judéo-arabe.

H.1.3.5. Kurde.

H.1.3.6. Persan/Farsi (Iran).

H.1.3.7. Syriaque (Irak, Liban, Syrie).

**H.1.4. Langues asiatiques.**

H.1.4.1. Azéri.

H.1.4.2. Baloutchi (Iran, Pakistan).

H.1.4.3. Birman.

H.1.4.4. Cantonais.

H.1.4.5. Chinois/Mandarin.

H.1.4.6. Coréen.

H.1.4.7. Dari (Afghanistan).

H.1.4.8. Indonésien.

H.1.4.9. Japonais.

H.1.4.10. Kazakh.

H.1.4.11. Khmer.

H.1.4.12. Laotien.

H.1.4.13. Malais (Malaka-Archipel indonésien).

H.1.4.14. Mongol.

H.1.4.15. Ourdou (Pakistan, Inde).

H.1.4.16. Pachto (Afghanistan).

H.1.4.17. Pendjabi (Pakistan, Inde).

H.1.4.18. Tagalog (Langue philippine).

H.1.4.19. Thaïlandais.

H.1.4.20. Tibétain.

H.1.4.21. Turc.

H.1.4.22. Vietnamien.

**H.1.5. Langue française, langues régionales et dialectes.**

**H.1.6. Langues germaniques et scandinaves.**

H.1.6.1. Allemand.

H.1.6.2. Danois.

H.1.6.3. Finnois.

H.1.6.4. Islandais.

H.1.6.5. Néerlandais.

H.1.6.6. Norvégien.

H.1.6.7. Suédois.

**H.1.7. Langues indiennes.**

H.1.7.1. Cinghalais (Sri Lanka).

H.1.7.2. Bengali.

H.1.7.3. Hindi.

H.1.7.4. Sindhi (Inde, Pakistan).

H.1.7.5. Tamoul (Sri Lanka).

**H.1.8. Langues romanes : espagnol, italien, portugais, autres langues romanes - Langues balkaniques.**

H.1.8.1. Albanais.

H.1.8.2. Catalan.

H.1.8.3. Espagnol.

H.1.8.4. Espéranto.

H.1.8.5. Grec moderne.

H.1.8.6. Italien.

H.1.8.7. Moldave.

H.1.8.8. Portugais.

H.1.8.9. Roumain.

H.1.8.10. Romani-Tzigane.

**H.1.9. Langues slaves, baltes, finno-ougriennes et caucasiennes.**

H.1.9.1. Arménien.

H.1.9.2. Biélorusse.

H.1.9.3. Bosnien.

H.1.9.4. Bulgare.

H.1.9.5. Croate.

H.1.9.6. Estonien.

H.1.9.7. Géorgien.

H.1.9.8. Hongrois.

H.1.9.9. Lituanien.

H.1.9.10. Letton.

H.1.9.11. Macédonien.

H.1.9.12. Monténégrin.

H.1.9.13. Polonais.

H.1.9.14. Russe.

H.1.9.15. Serbo-croate.

H.1.9.16. Slovaque.

H.1.9.17. Slovène.

H.1.9.18. Tchèque.

H.1.9.19. Tchétchène.

H.1.9.20. Ukrainien.

**H.1.10. Langue des signes et langage parlé (mal entendants).**

H.1.10.1. Langue des signes française.

H.1.10.2. Langage parlé complété.

**H.2. Traduction (écrit).**

**H.2.1. Langues africaines.**

H.2.1.1. Adja (Bénin, Togo).

H.2.1.2. Bambara (Burkina-Faso, Guinée, Mali, Sénégal).

H.2.1.3. Bassari (Guinée, Sénégal).

H.2.1.4. Berbère.

H.2.1.5. Comorien.

H.2.1.6. Diola-kasa (Guinée, Sénégal).

H.2.1.7. Fon (Bénin, Nigéria, Togo).

H.2.1.8. Gungbe (Bénin, Nigéria).

H.2.1.9. Haoussa (Cameroun, Gabon, Ghana, Niger, Nigéria, Soudan, Togo).

H.2.1.10. Igbo (Nigéria).

H.2.1.11. Kabyle.

H.2.1.12. Kinyarwanda (Ouganda, Rwanda, Tanzanie).

H.2.1.13. Kirundi (Burundi, République démocratique du Congo, Rwanda, Tanzanie).

H.2.1.14. Malgache.

H.2.1.15. Peul (Burkina Faso, Cameroun, Ghana, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger,

 Nigéria, Mali, Sénégal, Sierra Leone, Tchad).

H.2.1.16. Sango (République centrafricaine, République démocratique du Congo).

H.2.1.17. Swahili/Souhaélie (Kenya, Ouganda, Tanzanie).

H.2.1.18. Tigrigna (Erythrée, Ethiopie, Etat régional du Tigré).

H.2.1.19. Yorouba (Bénin, Nigéria, Togo).

**H.2.2. Langues anglaises - anglo-saxonnes - celtes.**

H.2.2.1. Anglais.

H.2.2.2. Ecossais.

H.2.2.3. Irlandais.

**H.2.3. Langues arabes et judéo-araméennes.**

H.2.3.1. Amharique (Ethiopie, Erythrée, Soudan).

H.2.3.2. Arabe.

H.2.3.3. Araméen.

H.2.3.4. Hébreu.

H.2.3.5. Judéo-arabe.

H.2.3.6. Kurde.

H.2.3.7. Persan/Farsi (Iran).

H.2.3.8. Syriaque (Irak, Liban, Syrie).

**H.2.4. Langues asiatiques.**

H.2.4.1. Azéri.

H.2.4.2. Baloutchi (Iran, Pakistan).

H.2.4.3. Birman.

H.2.4.4. Cantonais.

H.2.4.5. Chinois/Mandarin.

H.2.4.6. Coréen.

H.2.4.7. Dari (Afghanistan).

H.2.4.8. Indonésien.

H.2.4.9. Japonais.

H.2.4.10. Kazakh.

H.2.4.11. Khmer.

H.2.4.12. Laotien.

H.2.4.13. Malais (Malaka-Archipel indonésien).

H.2.4.14. Mongol.

H.2.4.15. Ourdou (Pakistan, Inde).

H.2.4.16. Pachto (Afghanistan).

H.2.4.17. Pendjabi (Pakistan, Inde).

H.2.4.18. Tagalog (Langue philippine).

H.2.4.19. Thaïlandais.

H.2.4.20. Tibétain.

H.2.4.21. Turc.

H.2.4.22. Vietnamien.

**H.2.5. Langue française, langues régionales et dialectes.**

**H.2.6. Langues germaniques et scandinaves.**

H.2.6.1. Allemand.

H.2.6.2. Danois.

H.2.6.3. Finnois.

H.2.6.4. Islandais.

H.2.6.5. Néerlandais.

H.2.6.6. Norvégien.

H.2.6.7. Suédois.

H.2.7. Langues indiennes.

H.2.7.1. Cinghalais (Sri Lanka).

H.2.7.2. Bengali.

H.2.7.3. Hindi.

H.2.7.4. Sindhi (Inde, Pakistan).

H.2.7.5. Tamoul (Sri Lanka).

**H.2.8. Langues romanes : espagnol, italien, portugais, autres langues romanes - Langues balkaniques.**

H.2.8.1. Albanais.

H.2.8.2. Catalan.

H.2.8.3. Espagnol.

H.2.8.4. Espéranto.

H.2.8.5. Grec moderne.

H.2.8.6. Italien.

H.2.8.7. Latin.

H.2.8.8. Macédonien.

H.2.8.9. Moldave.

H.2.8.10. Portugais.

H.2.8.11. Roumain.

H.2.8.12. Romani-Tzigane.

**H.2.9. Langues slaves, baltes, finno-ougriennes et caucasiennes.**

H.2.9.1. Arménien.

H.2.9.2. Biélorusse.

H.2.9.3. Bosnien.

H.2.9.4. Bulgare.

H.2.9.5. Croate.

H.2.9.6. Estonien.

H.2.9.7. Géorgien.

H.2.9.8. Hongrois.

H.2.9.9. Lituanien.

H.2.9.10. Letton.

H.2.9.11. Macédonien.

H.2.9.12. Monténégrin.

H.2.9.13. Polonais.

H.2.9.14. Russe.

H.2.9.15. Serbo-croate.

H.2.9.16. Slovaque.

H.2.9.17. Slovène.

H.2.9.18. Tchèque.

H.2.9.19. Tchétchène.

H.2.9.20. Ukrainien.

**Centres de passation du test de connaissances en français
TCF-complet- tout public- à LYON**

Alliance française

11, rue Pierre Bourdan

69003 Lyon

Téléphone : 04-78-95-24-72

Courriel : info@aflyon.org - Site internet : [www.aflyon.org](http://www.aflyon.org)

Lyon

ALPADIA

6, quai Jules courmont

69002 Lyon

Téléphone : 04-72-41-98-06 - Télécopie : 04-78-42-43-90

Courriel : lyon@alpadia.com - Site internet : [www.alpadia.com](http://www.alpadia.com)

Lyon

Inflexyon

10 rue René Leynaud

69001 Lyon

Téléphone : 04-78-39-77-02 - Télécopie : 04-78-27-44-63

Courriel : contact@inflexyon.com - Site internet : [www.inflexyon.com](http://www.inflexyon.com)

Lyon

Institut Lyonnais

9 Avenue Leclerc

69007 Lyon

Téléphone : 04-78-69-25-04 - Télécopie : 04-78-69-14-30

Courriel : contact@institut-lyonnais.com - Site internet : [www.institut-lyonnais.com](http://www.institut-lyonnais.com) Lyon

UCLy - Institut de Langue et de Culture Française

23 place Carnot

69286 Lyon

Téléphone : 04-72-32-50-53 - Télécopie : 04-72-32-51-82

Courriel : ilcf@univ-catholyon.fr - Site internet : [www.ilcf.net](http://www.ilcf.net)